



POINTS SAILLANTS

- Mouvement de population et personnes réfugiées
- Le recrutement des enfants dans les conflits armés
- Revue à mi-parcours du CAP 2011

Contexte et sécurité

Mouvement de population et personnes réfugiées

Le 29 juillet, des affrontements qui ont opposés le Front Populaire pour le Redressement (FPR) au Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) sur l'axe Kabo/Moyenne-Sido (préfecture de l'Ouham, nord-ouest), ont entraîné des mouvements de population. En effet, des personnes en provenance de Kete Sido (préfecture de l'Ouham), se sont réfugiées à Kabo (préfecture de l'Ouham). Leur nombre est estimé à 410 personnes, soit 80 ménages. Ces déplacés ont reçu une première assistance de la part de l'ONG Médecins-Sans-Frontières/Espagne (MSF-E) qui leur a fourni des kits de produits non alimentaire.

20 familles, en outre se seraient réfugiées au Tchad voisin. Le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) suit l'évolution de la situation avec les partenaires basés à Kabo.

Dans la préfecture de la Bamingui Bangoran (nord-centre), entre le 9 et 10 juillet, le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) a enregistré 11 ménages de réfugiés Centrafricains en provenance de Daha (Tchad) qui sont retournés spontanément à N'délé. Ces réfugiés, qui déploieraient les conditions difficiles de vie dans le pays d'asile, ont décidé de rentrer car ils n'étaient pas favorables à leur transfert par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) vers Haraze (Tchad).

Activités humanitaires/ développement

Kits de dignité aux femmes et jeunes filles réfugiées

Les réfugiés Sud-Soudanais arrivés en République centrafricaine (RCA) en 2007, avaient été installés sur un site à Sam Ouandja (préfecture de la Haute-Kotto, nord-est). En novembre 2010, suite aux incursions à répétition de factions rebelles dans ladite localité, ces réfugiés ont été transférés par l'UNHCR dans la commune de Pladama (préfecture de la Ouaka, sud-est). Le site compte près de 2.000 réfugiés dont environ 800 femmes et jeunes filles. Le 23 juillet, sous le patronage de l'UNHCR, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a remis au cours d'une cérémonie sur le site de Pladama, des kits de dignité aux femmes et jeunes filles réfugiées soudanaises. Ces kits sont composés de

draps, couvertures, moustiquaires, pagnes, seaux, savons à linge et de toilette, lait de toilette, dentifrice, etc.

Contactez Julie Imafidon, imafidon@unfpa.org pour plus d'informations.

Le recrutement des enfants dans les conflits armés

Le Groupe de travail du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les enfants et conflits armés, a exprimé sa profonde préoccupation concernant les violations persistantes des droits des enfants en RCA et a exhorté tous les groupes armés dans le pays à cesser immédiatement cette pratique. Le président du Groupe de travail a exhorté tous les groupes à élaborer des plans d'action assortis de délais pour cesser le recrutement d'enfants dans les groupes armés, conformément aux résolutions antérieures du Conseil.

Le Groupe de travail félicite l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD), pour le retrait des enfants de ses rangs depuis juin 2008 et l'exhorte à assurer la libération complète et définitive de tous les autres enfants. S'adressant à l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR), le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) et le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLJC), le Groupe de travail s'est dit inquiet sur le recrutement permanent des enfants et des autres violations commises à leur égard. Il appelle les trois groupes à cesser immédiatement ces violations et à dialoguer avec les Nations Unies.

Le Groupe de travail a également exprimé sa préoccupation sur les difficultés d'accès dans les zones contrôlées par la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) dans le nord-est. Les rapports persistants à l'égard de la CPJP sur le recrutement des enfants inquiètent également le Groupe de travail. Cependant, le Groupe de travail salue l'annonce d'un cessez-le-feu par la CPJP et encourage la faction à dialoguer avec le Gouvernement en vue de signer l'Accord de Paix Global de Libreville. Il a également fermement condamné les abus commis sur les enfants par l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dont le recrutement, le viol et autres formes de violences sexuelles et enlèvements dans le sud-est et l'est de la RCA. S'adressant au Gouvernement, le Groupe de travail a exprimé ses profondes préoccupations sur le recrutement et l'utilisation d'enfants dans des milices d'autodéfense locales et appelle les autorités à interdire cette pratique, à assurer la libération immédiate et inconditionnelle de tous les enfants associés à ces groupes et à ne pas soutenir les milices qui recrutent des enfants.

Appui aux jeunes sans emploi dans la Haute-Kotto

Du 18 au 19 juillet, l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et la

Caritas diocésaine de Bambari ont organisé une mission de suivi des activités du centre de formation professionnelle de Bria (préfecture de la Haute-Kotto, sud-est). Dans le cadre d'appui aux jeunes sans emploi de la préfecture, ce programme est financé par l'UNESCO et Caritas Centrafrique en est l'Agent d'Exécution. Le but du centre de formation consiste à former les jeunes dans les différentes filières à savoir : la mécanique, la construction métallique et la maçonnerie. A l'issue d'un test, 60 jeunes dont 7 filles ont été retenus et sont repartis de la manière suivante :

Filières	Garçons	Filles	Total
Menuiserie-charpenterie	18	02	20
Maçonnerie	18	02	20
Construction métallique	17	03	20
Total	53	07	60

Contactez Gérard Sed Morry Tockoro, caritasbambari@yahoo.fr pour plus d'informations.

Fermeture du bureau du Comité d'Aide Médicale

Suite à une cessation de paiement déclarée en date du 28 juillet, la mission du Comité d'Aide Médicale (CAM) en RCA (et toutes les autres missions du CAM dans le monde) va fermer ses bureaux. Le CAM a démarré ses activités en RCA en juin 2007. Entre 2007 et 2009, les activités du CAM en RCA se sont concentrées à Birao (préfecture de la Vakaga, nord-est). Parallèlement, le CAM a initié un nouveau programme dans les villes d'Obo et Mboki (préfecture du Haut-Mbomou, sud-est). OCHA s'est entretenu avec les membres du groupe sectoriel de santé (cluster santé) afin d'identifier de potentiels partenaires pouvant pérenniser les activités du CAM.

Coordination

Revue à mi-parcours du CAP 2011

Le 20 juillet, la Revue à mi-parcours des Appels Consolidés (CAP) globaux ont été lancés à Genève. Les trois principaux objectifs de la stratégie humanitaire commune pour la RCA demeurent: sauver des vies, la protection et le relèvement précoce. La revue à mi-parcours du CAP pour la RCA en 2011 présente 13 nouveaux projets, visant particulièrement la région du nord-est. Le 30 juin, 59 millions de dollars américains (43%) du financement a été enregistré par rapport aux exigences révisées de 139 millions de dollars. Au 5 août, l'état du financement du CAP RCA est à 43%. L'Equipe Humanitaire Pays (HCT) en RCA et toutes les autres organisations, exhortent les donateurs à apporter leur soutien pour répondre aux besoins de base d'une population vulnérable, qui continue à être considérablement négligée.

Cluster Nutrition

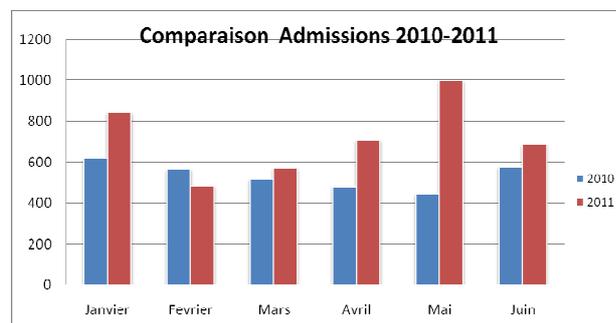
Le groupe sectoriel Nutrition ou cluster Nutrition a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs dans la prise en charge de la malnutrition aigüe et des carences

en micronutriments en RCA. Le cluster renforce également les mécanismes de surveillance nutritionnelle, les mécanismes de coordination et de partenariat dans la réponse aux urgences nutritionnelles identifiées. Enfin, il contribue aussi à améliorer les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en général et particulièrement dans le contexte de la pandémie du VIH/SIDA.

Réalisations du cluster Nutrition 2010-2011 :

- Prise en charge des enfants malnutris ; 23 Unité Nutritionnelle Thérapeutique (UNT) et 88 Unité Nutritionnelle Thérapeutique Ambulatoire (UNTA) fonctionnels. 4.294 enfants malnutris aigües sévères admis et traités dans des Unités nutritionnelles de janvier à juin 2011;

Comparaison des admissions dans les UNT/UNTA 2010-2011



- Formation du personnel de santé des ONG telles que Actions Contre la Faim (ACF), International Medical Corps (IMC), International Rescue Committee (IRC) et Merlin ;
- Elaboration des modules de formation sur les normes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS);
- Révision du plan d'action du cluster ;
- Elaboration d'un plan de contingence pour la Nutrition.

Les défis :

- Le manque de financement des activités de nutrition communautaire;
- Motivation des Agents de Santé pour les activités de Nutrition.

Perspectives :

- Poursuivre les formations ;
- Finaliser le plan de contingence pour la nutrition;
- Mettre en place un système de collecte et de gestion des données au niveau de la Direction Santé Communautaire, région sanitaire et préfecture sanitaire;
- Organiser des missions conjointes
- Former les membres du cluster sur la gestion des urgences en Nutrition.
- Ouvrir de nouvelles unités thérapeutiques nutritionnelles.

Contactez Elisabeth Zanou, ezanou@unicef.org pour plus d'informations.

Pour toutes informations ou contributions à ce bulletin, veuillez contacter :
UN OCHA Bangui, RCA
Laura Fultang- Chargée de l'Information et des Relations avec les donateurs | fultangl@un.org +236 70 18 80 64
Gisèle Willybiro- Maïdou- Assistante à l'Information | willybiro@un.org +236 70 18 80 61

ETUDE DE CAS : Autonomisation des réfugiés par des activités agricoles

Le 06 juillet, une mission conjointe composée du HCR, la FAO, COOPI et OCHA a fait le suivi du projet mis en œuvre par COOPI intitulé: "Améliorer les moyens de subsistance agricoles pour les réfugiés et les ménages vulnérables dans la sous-préfecture de Mongoumba». L'objectif principal était de faire le suivi des activités du projet financé par le Département d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) et le Fonds Humanitaire Commun (CHF) géré par OCHA et chapoté par le Coordonnateur Humanitaire. En invitant d'autres partenaires humanitaires à prendre part à cette mission, COOPI assure ainsi la transparence et la fiabilité de ses opérations.

En novembre 2009, la sous-préfecture de Mongoumba a accueilli un afflux de réfugiés en provenance de la République Démocratique du Congo (RDC) en raison de sa proximité avec ce pays voisin. Un nombre important de réfugiés (initialement 17.500 personnes) qui ont fui les conflits armés en RDC ont facilement pu se rendre sur le sol centrafricain. Cependant, à leur arrivée, ils ont été confrontés à quelques défis, tels que: l'accès limité aux terres cultivables, la pénurie de nourriture dans les marchés et les prix élevés des denrées alimentaires. Cette situation a progressivement conduit à la détérioration des conditions de vie des réfugiés et celle des habitants de la sous-préfecture de Mongoumba en général. Par conséquent, la sécurité alimentaire s'étant aggravée dans la région, la majorité de la population est devenue très dépendante de l'aide humanitaire. Afin de restaurer l'autonomie de cette population, COOPI a décidé de mettre en œuvre ce projet visant à responsabiliser les bénéficiaires tout en augmentant leurs moyens de subsistance.

Le projet novateur de sécurité alimentaire mené par COOPI, vise les réfugiés de Batalimo et les communautés hôtes (3.500 ménages et 8 centres de formation agricole), afin d'éviter toute discrimination et éventuels conflits intercommunautaires. Cette stratégie s'aligne sur le principe humanitaire qui vise à 'ne pas nuire'. Le projet renforce la cohésion sociale en apportant un soutien aux groupes d'agriculteurs locaux et aux réfugiés. Les groupes reçoivent un soutien et une formation technique, des outils agricoles et semences en vue d'augmenter leur production agricole. Les activités génératrices de revenus telles que les jardins potagers, la multiplication de semences, l'élevage de volailles et de cabris sont également menées. Elles rendent les bénéficiaires plus autonomes et moins dépendants des distributions alimentaires menées par les humanitaires. Ces moyens de subsistance, améliorent également les capacités financières des bénéficiaires et leur permettent d'accéder à des services sociaux qui réduisent leur vulnérabilité. Le projet de COOPI est mis en œuvre simultanément avec la distribution alimentaire financée par le PAM et le HCR, permettant ainsi aux bénéficiaires de conserver des semences pour la prochaine saison agricole. Le projet venant à termes, les réalisations suivantes ont été faites: en ce qui concerne le Maraîchage, environ 57 groupes de réfugiés ont cultivé 2.940 de parcelles à potager sur 15m 2 ha de terre pour 1.409 bénéficiaires, tandis que 44 groupes locaux ont exploité 1.119 de parcelles à potager pour 831 bénéficiaires. L'Agriculture Communautaire a tout aussi réussie que celle entreprise par les 70 groupes locaux qui ont récolté 167,55 hectares d'arachides, de maïs et manioc (20 tonnes, 4,2 tonnes et respectivement 4.250 boutures de manioc). Au total, 182 groupes agricoles ont bénéficié du projet (réfugiés et populations hôtes) dont 4.130 ménages. Ce projet a été déterminant dans l'introduction de nouvelles cultures vivrières dans la région. Auparavant, les habitants de Mongoumba et Batalimo plantaient surtout des épinards et amarantes, ce qui signifie qu'ils achetaient d'autres légumes sur le marché. Avec la nouvelle initiative de COOPI, les bénéficiaires ont planté et récolté une variété de légumes, telle que : les laitues, tomates, choux, concombres, pastèques, oignons, carottes, haricots verts, gombo, aubergine et poireaux.

La mission a rencontré certains groupes agricoles sur le site des réfugiés de Batalimo qui ont exprimé une profonde gratitude pour les changements positifs que ce projet a apporté dans leur vie. Le leader d'un groupe, (voir photo ci-dessous) a déclaré: «*Nous exhortons la communauté internationale à continuer à soutenir les projets de COOPI. Nos récoltes nous permettent de nourrir nos familles et nous sommes également en mesure de vendre une partie sur le marché local. Nous pouvons surtout, préserver des semences pour la prochaine saison agricole*». Bien que la majorité des groupes soit satisfaits de ce projet, ils ont exprimé certaines contraintes. Premièrement, l'insuffisance des terres cultivables limite leur capacité agricole. Ces réfugiés comptent sur la bienveillance des propriétaires et ils continuent à demander que des portions de terres supplémentaires soient mises à leur disposition. Le maire a offert 12 ha de terre et encourage à faire pareil. Deuxièmement, le manque d'eau sur le site de Batalimo et les conditions climatiques défavorables rendent le maraîchage difficile. Enfin, le vol opéré dans les fermes est endémique et décourage les agriculteurs dont les produits alimentaires sont volés.

Après l'exécution du projet durant 15 mois, COOPI met un terme à ce programme pour des raisons financières. Malheureusement, il y a encore un besoin de continuer l'assistance dans le domaine de la sécurité alimentaire, car la situation sécuritaire le long de la frontière de la RDC n'est pas favorable au retour de plus de 6.000 réfugiés Congolais. Il est donc impératif de s'assurer que COOPI continue d'aider les populations affectées pour améliorer leurs moyens de subsistance et d'assurer ainsi leur autonomie à travers des interventions de sécurité alimentaire. Néanmoins, des discussions sont actuellement en cours entre COOPI et le HCR pour assurer la continuité des activités de sécurité alimentaire dans la région.

Pour plus d'informations, veuillez contacter COOPI: Damiano Lotteria, Chef de Mission en RCA, cm.rca@coopi.org



Photos OCHA & COOPI

Rédigé par OCHA-RCA, Laura Fultang, Chargée de l'Information et des Relations avec les Donateurs